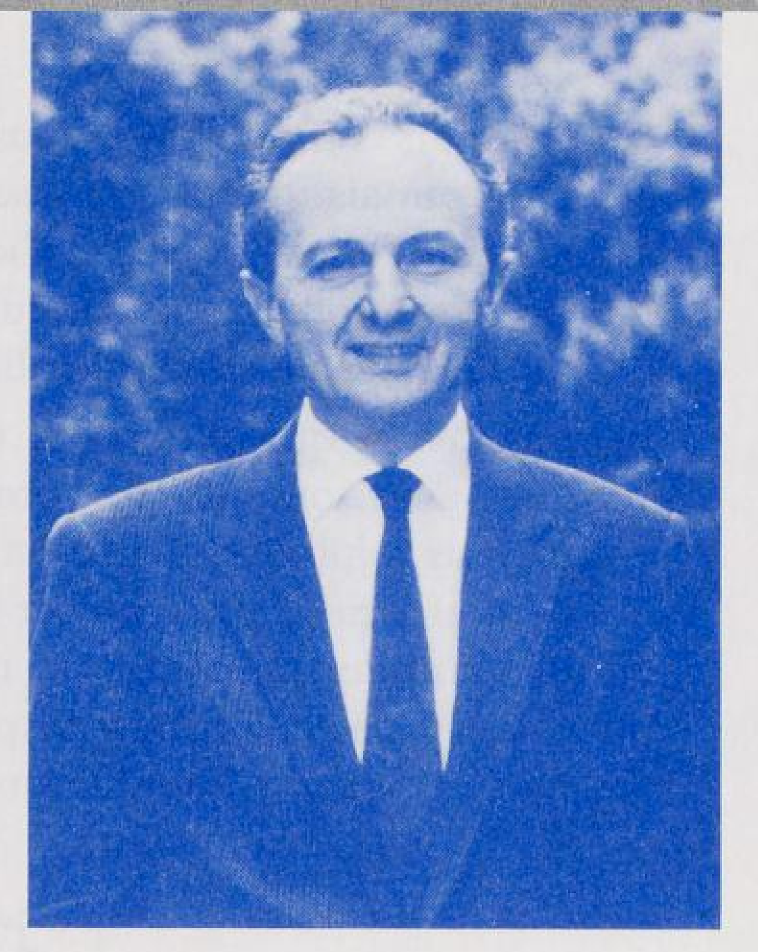
MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

POUR LA FRANCE UNIE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE - 9ème CIRCONSCRIPTION - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 JUIN 1988

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Dimanche dernier, les forces de progrès sont arrivées en tête dans notre 9ème circonscription.

C'est un résultat conforme à la tradition de notre région, notamment depuis l'élection en 1973 de Jacques-Antoine GAU dont je fus le suppléant.

C'est un résultat prometteur pour l'avenir qu'il nous faut confirmer et amplifier dimanche prochain.

Ce 12 Juin, en effet, pour nous, c'est simple.
Nous allons nous rejoindre afin que notre 9ème circonscription apporte son soutien, sa contribution aux propositions de Michel ROCARD, pour faire avancer la France Unie avec François MITTERRAND.
Avancer à visage ouvert, à visage découvert.
En toute vérité.
Je serai demain digne de la confiance que vous m'accorderez :
• Parce que je n'ai jamais trompé mes électeurs.
• Parce que j'ai toujours travaillé avec sérieux, sans tapage publicitaire, avec pour seul souci l'efficacité et l'intérêt général.
• Parce que non seulement les socialistes, mais aussi toutes celles et tous ceux qui nous rejoignent jour après jour, quelle que soit leur famille de pensée, m'encouragent à être celui qui apportera la "pierre de notre circonscription à l'édifice de la France Unie".

Ensemble réussissons l'ouverture, la vraie, celle des actes du gouvernement, celle qui fera sortir de l'état de crise notre Pays et donc notre circonscription.

Pour être votre porte-parole, votre représentant, travaillant sur le terrain en servant les intérêts de notre région, du Royans au Voironnais, tout en servant les intérêts de la France,

Je compte sur votre clairvoyance.

Yves Pillet

Vu, le Candidat



Mes chers compatriotes, dans la situation présente, je ne connais qu'une réponse : que le peuple décide et tranche. C'est celle que j'ai choisie sans changer en rien ma détermination, pour aujourd'hui et pour demain, d'unir la France et de rassembler les Français.

Je vous invite, quelle que soit votre famille de pensée, vous qui avez soutenu mon projet le 8 mai et vous qui venez nous rejoindre, à élire la majorité parlementaire qui nous aidera à faire avancer le pays et à préserver ses biens communs que sont pour nous la République et la démocratie, je veux dire le respect des lois et le respect des autres. Vive la République, vive la France !

François Mitterrand

CE QUI NOUS UNIT

L'ouverture ne doit pas être prioritairement une affaire de dosages ou de combinaisons. Elle doit d'abord se traduire par la revalorisation du rôle du Parlement. En négociant davantage, on peut légiférer moins et mieux : l'expérience a prouvé la supériorité de ce qui est consenti sur ce qui est imposé.
L'ouverture se manifeste ensuite dans la gestion courante des affaires publiques, dans le refus des mainmises partisanes sur l'État et des «chasses aux sorcières». Elle s'affirme enfin dans une écoute plus attentive de la société et des préoccupations quotidiennes des gens. De 1981 à 1986, nous avons réconcilié les Français avec leurs entreprises. Il s'agit maintenant de réconcilier l'État avec la société. Les priorités de mon gouvernement sont claires. Présentées par François Mitterrand dans sa «Lettre à tous les Français», longuement débattues pendant la campagne présidentielle, elles ont été ratifiées par le pays.

D'abord l'éducation et la formation, puisqu'elles constituent le socle de toute amélioration durable de la situation de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ; la solidarité, parce qu'il n'y a pas de progrès économique sans justice sociale ; l'emploi et la compétitivité des entreprises, parce que l'un et l'autre sont liés et sont aussi la condition de la prospérité commune.

Ce que nous avons en perspective, les ambitions légitimes que nous nourrissons pour notre pays, et avant tout pour sa jeunesse, cela exige que nous puissions y consacrer des ressources nouvelles. Il nous faudra les dégager par la croissance plutôt que par un alourdissement des prélèvements obligatoires. Mais la croissance ne se décrète pas, et il nous faudra aussi trouver les ressources que le présent et l'avenir exigent dans une meilleure utilisation de l'intelligence et du travail des hommes.



Il s'agit de mieux servir les intérêts de la France et de mieux traiter les problèmes courants que connaissent les Français. Pour aller dans cette voie, donnez-nous la majorité solide, rassemblée et ouverte dont nous avons besoin.
J'ai confiance.

Michel ROCARD.

Imp. Fures Impression 76 07 21 22